INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Données sociodémographiques **en bref**

Février 2010 | Volume 14, numéro 2

La scolarité des francophones et des anglophones, à travers les groupes d'âge, au Québec et en Ontario

par Yvan D'Amours

Au milieu des années 1960, l'État québécois s'est engagé dans une vaste réforme de l'éducation dont l'un des objectifs majeurs était d'accroître l'accès aux études, à tous les ordres d'enseignement. Un tel objectif se justifiait, entre autres, en raison du retard important que la population du Québec accusait en matière de scolarisation, notamment par rapport à l'Ontario et à d'autres provinces canadiennes. Ce retard était particulièrement manifeste du côté des francophones. Qu'en est-il, 40 ans après? Comment, aujourd'hui, le degré de scolarisation des Québécois se compare-t-il avec celui des Ontariens? Comment se situe la scolarité des Québécois francophones, comparativement à celle de leurs concitoyens anglophones? Voilà quelques questions auxquelles cet article tente de répondre.

Méthode et définitions

Pour mesurer l'évolution d'une caractéristique de la population, telle que la scolarité, on utilise généralement une série chronologique de données recueillies de la même manière, auprès d'une même population et sur une longue période de temps. Dans le cas du Recensement canadien, certaines façons de catégoriser le plus haut degré de scolarité atteint ont été modifiées au fil du temps, ce qui rend les comparaisons délicates.

Une autre façon de procéder pour évaluer les progrès de scolarisation dans la société[1] consiste à observer le degré de scolarité atteint par la population des différents groupes d'âge (des plus âgés aux plus jeunes). Selon Lespérance et collaborateurs[2] (1981), cette approche, comparée à la mesure du degré général de scolarisation à l'aide d'une série chronologique, permet notamment d'éviter que le poids des générations plus âgées encore présent dans la population actuelle ne vienne masquer une partie des gains faits par la population plus jeune. La présente analyse propose donc une analyse des données du Recensement canadien de 2006, en ce qui a trait au plus haut degré de scolarité atteint au sein des différents groupes d'âge de la population de 25 ans et plus[3].

Les comparaisons portent principalement sur l'évolution de la faible scolarité et de la forte scolarité. La faible scolarité est définie ici par l'absence de diplôme quel qu'il soit[4]. La forte scolarité correspond à l'obtention d'un certificat ou d'un grade universitaire. Afin de limiter l'étendue de l'analyse, les autres catégories de degrés de scolarité (diplômes d'études secondaires, collégiales ou professionnelles) sont présentées seulement pour quelques comparaisons.

Les données ont été ventilées selon la langue maternelle[5], dans le but de pouvoir comparer la faible scolarité et la forte scolarité chez les francophones, les anglophones et les allophones[6]. Les personnes ayant déclaré plus d'une langue maternelle (1,1 % de l'ensemble des répondants) ont été exclues. Les données ont également été ventilées selon le sexe afin de permettre une analyse différenciée.

TABLE DES MATIÈRES

La scolarité des francophones et des anglophones, à travers les groupes d'âge, au Québec et en Ontario 1

Comment évolue la présence des femmes et des hommes dans les professions? 6

Le temps libre au Québec et au Canada de 1986 à 2005 10

Des progrès remarquables, mais...

La figure 1 illustre la prévalence peu élevée de la faible scolarité au Québec chez les jeunes adultes, comparativement aux générations plus âgées. On peut noter également le fait que la faible scolarité est, entre autres, moindre chez les 65-74 ans, comparativement aux

1. La méthode est notamment utilisée par Statistique Canada et par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC). Voir Statistique Canada (2009), *Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale*, p. 15. Voir également RHDCC (2009), http://www4.hrsdc.gc.ca/.3ndic.1t.4r@-fra.jsp?id=208M_3.
2. Voir Lespérance et coll.(2001), Scolarisation et diplomation dans : *Portrait social du Québec*, édition 2001, Institut de la statistique du Québec, chapitre 7, page 179.
3. Le choix de débuter à 25 ans se justifie par le fait qu'une bonne partie des plus jeunes, en particulier ceux aux études universitaires, n'ont pas encore complété leur formation initiale.
4. Le premier diplôme officiel étant de niveau secondaire, il s'agit donc de personnes ayant poursuivi des études primaires ou secondaires et qui, pour diverses raisons (difficultés, abandon), n'ont pas atteint les exigences d'obtention du diplôme.
5. Définie comme la première langue apprise à la maison et encore comprise par le répondant.
6. Dans le Recensement, les allophones regroupent les personnes de langue maternelle autre que le français ou l'anglais.

75 ans et plus, ce qui suggère qu'une amélioration de la scolarisation a pu s'amorcer avant la mise en place des réformes des années 1960. En effet, la plupart des personnes âgées de 65 ans et plus en 2006, avaient déjà, au milieu des années 1960, complété leur scolarité au moment de la mise en place des grandes mesures de démocratisation de l'éducation.

Contrairement à la situation qui prévaut chez les 55 ans et plus, chez les générations plus jeunes, ce sont les hommes qui sont plus nombreux que les femmes à être faiblement scolarisés. Par ailleurs, on remarque que le taux de faible scolarité des hommes de 25 à 34 ans n'est pas vraiment moindre que celui des 35-44 ans, tandis que des écarts sensibles séparent les groupes d'âge plus avancés.

Du côté de la forte scolarité (figure 2), les taux se révèlent plus élevés chez les groupes d'âge plus jeunes, comparativement aux plus âgés. Chez les moins de 45 ans, les taux sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes, tandis que c'est l'inverse dans les groupes d'âge plus élevés.

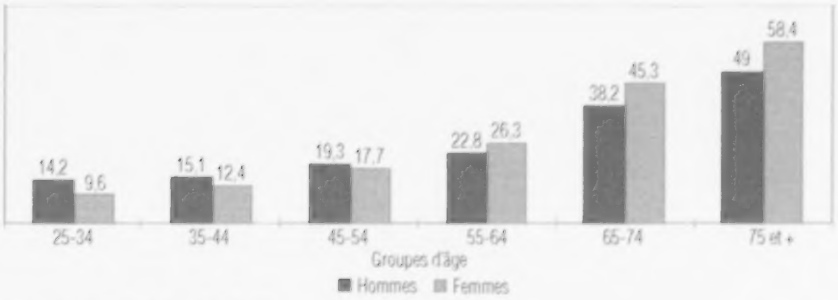
...un retard qui subsiste chez les jeunes Québécois francophones

La ventilation des données de scolarisation selon la langue maternelle (figure 3) montre que la proportion plus faible de sans-diplôme enregistrée chez les jeunes, comparativement aux plus âgés, se retrouve chez tous les groupes linguistiques. Cependant, les jeunes francophones affichent une plus forte proportion de sans-diplôme que les anglophones ou les allophones. Néanmoins, l'écart entre francophones et anglophones à cet égard est plus faible chez les jeunes générations, comparativement aux plus âgées. À titre d'exemple, chez les 75 ans et plus, la faible scolarité est de 19 points de pourcentage plus élevée chez les francophones que chez les anglophones, tandis qu'elle n'est plus que de 3,5 points supérieure chez les 25-34 ans.

Du côté de la forte scolarité (figure 4), on constate que, chez tous les groupes linguistiques, la prévalence augmente, des générations plus âgées aux plus jeunes. Chez les 25-34 ans, le taux de détenteurs d'un certificat ou d'un grade universitaire se situe à 24,8 %, 34,9 % et 37,4 %, respectivement pour les francophones, les anglophones et les allophones.

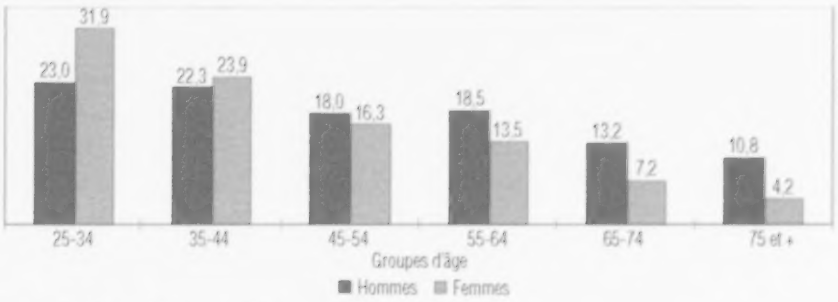
Contrairement à ce qui est observé du côté de la faible scolarité, l'écart entre francophones et anglophones, en matière de forte scolarité, est demeuré sensiblement le même, élevé chez les jeunes générations, comparativement aux générations plus âgées. Ainsi, les francophones de 65 à 74 ans montrent un taux de diplômés universitaires inférieur de 9,5 points de pourcentage à celui des anglophones du même groupe d'âge, tandis qu'il demeure inférieur par 10,1 points de pourcentage chez les 25-34 ans.

Figure 1 – **Proportion (%) de la population québécoise faiblement scolarisée, selon le groupe d'âge et le sexe, 2006**



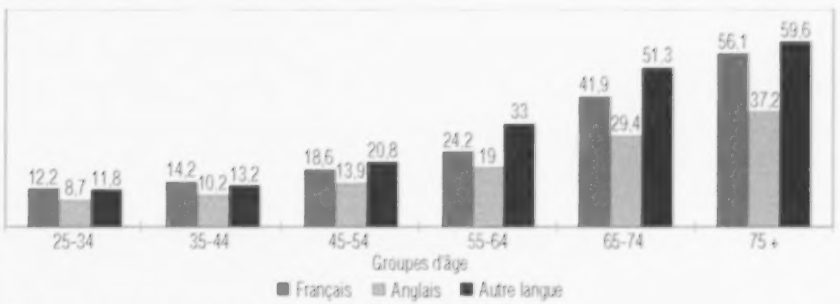
Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 2 – **Proportion (%) de la population québécoise fortement scolarisée, selon le sexe et le groupe d'âge, 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 3 – **Proportion (%) de personnes faiblement scolarisées, selon l'âge et la langue maternelle, Québec 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les allophones de moins de 45 ans fortement scolarisés

Par ailleurs, le taux de détenteurs d'un certificat ou d'un grade universitaire est plus élevé chez les allophones de moins de 55 ans que chez les anglophones ou les francophones d'âge correspondant. Le phéno-

mène est encore plus accentué chez les moins de 45 ans. Il est sans doute lié en partie au fait que, dans une perspective migratoire, la mobilité est plus élevée chez les personnes les plus scolarisées, comparativement aux moins scolarisées[7]. En outre, les éléments relatifs au niveau de scolarité sont pris en compte dans l'évaluation d'une partie des demandes d'immigration[8], au Québec comme ailleurs au Canada. Cela contribue vraisemblablement à favoriser un niveau relativement élevé de scolarité, notamment chez les immigrants allophones de première génération.

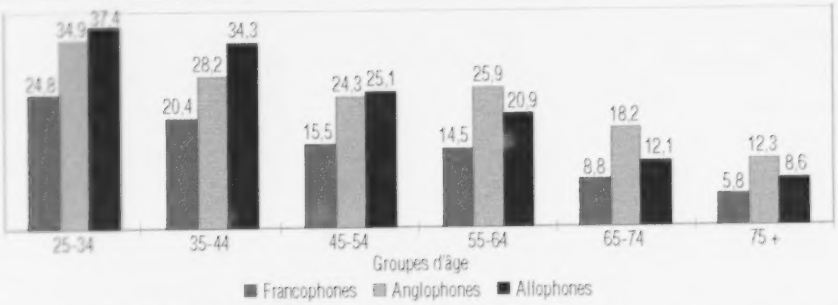
La figure 5 permet d'observer que les allophones contribuent à hausser légèrement le taux global de diplômés universitaires du Québec. En effet, sans les allophones, le taux de diplômés universitaires dans la population québécoise de 25 à 44 ans serait de 23,2 %, tandis qu'il se situe à 25,1 % lorsqu'on les inclut. Le constat est le même si, plutôt que de considérer la langue maternelle, on analyse le taux de forte scolarité en fonction du statut d'immigrant comparé à celui de non-immigrant[9]. En d'autres termes, la présence des personnes allophones ou immigrantes contribue à hausser légèrement la prévalence de la forte scolarité au sein de la société québécoise.

Pour ce qui est des proportions, les allophones représentent 15 % de la population des 25-44 ans, mais 21,5 % des diplômés universitaires. De leur côté, les francophones constituent 77,4 % de la population et 69,1 % des diplômés universitaires. Enfin, les anglophones représentent 7,5 % de la population et 9,4 % des diplômés universitaires.

Quelle que soit la langue maternelle considérée, les jeunes femmes comptent proportionnellement plus de diplômés universitaires et moins de sans-diplôme que leurs homologues masculins. Chez les jeunes femmes de 25 à 34 ans, la proportion de diplômées universitaires est plus faible chez les francophones (29,9 %) que chez les anglophones (38,3 %) ou les allophones (38,8 %). Chez les hommes du même groupe d'âge, la situation selon la langue maternelle est similaire, mais les écarts sont encore plus importants, en défaveur des francophones, leur proportion de diplômés universitaires se situant à 19,7 %, contre 31,6 % pour les anglophones et à 34,7 % dans le cas des allophones.

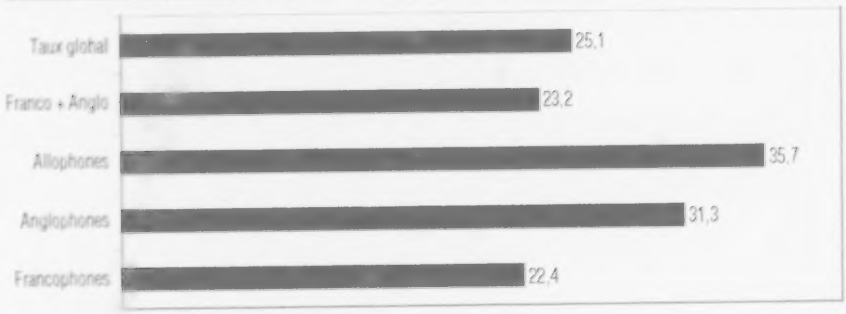
Lorsqu'on jette un coup d'œil sur l'ensemble des niveaux de scolarité des 25-44 ans (figure 6), on constate que le taux de francophones dont le plus haut degré de scolarité est un diplôme collégial ou un diplôme universitaire inférieur au baccalauréat se compare à celui des anglophones ou des allophones. Par ailleurs, comparativement aux anglophones et aux allophones, les francophones de 25 à 44 ans comptent une proportion deux fois plus élevée de personnes à déclarer un certificat ou un diplôme d'études professionnelles ou d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité[10].

Figure 4 – **Proportion (%) de personnes fortement scolarisées, selon la langue maternelle et le groupe d'âge, Québec, 2006**



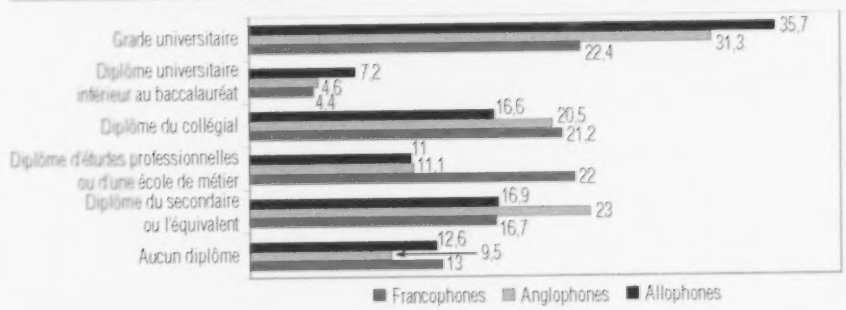
Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 5 – **Proportion (%) de personnes de 25 à 44 ans fortement scolarisées, selon la langue maternelle, Québec 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 6 – **Proportion (%) de personnes de 25 à 44 ans, selon le plus haut diplôme obtenu et la langue maternelle, Québec, 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Voir notamment : Ressources humaines et Développement Canada (2001), *La mobilité interprovinciale et internationale des diplômés*. En ligne : http://www.hrsdc.gc.ca/fra/sp/sattd/cp/publications/bulletin/2001-000004/page15.shtml

8. Sauf dans le cas des réfugiés et des cas de réunification de famille.

9. À titre d'exemple, en 2006 chez les 25-44 ans, le taux global de diplômés universitaires au Québec se situait à 24,8 %, tandis qu'il était de 38,8 % pour les immigrants et de 22,4 % pour les non-immigrants. Les immigrants rehausseraient donc légèrement le taux global de diplômés universitaires du Québec.

10. Au Québec, cette catégorie correspond surtout aux diplômes, certificats ou attestations (DEP, CEP, ASP, AEP, etc.) décernés au terme d'un programme de formation professionnelle.

Comme le montre la figure 7, la proportion de personnes déclarant un diplôme collégial comme plus haut niveau de scolarité augmente chez tous les groupes linguistiques, au fur et à mesure qu'on se déplace à partir des 75 ans et plus[11], vers les groupes d'âge plus jeunes. De façon générale, les différences sont relativement faibles entre francophones et anglophones. Cependant, les taux sont sensiblement plus bas chez les allophones.

Forte scolarité chez les francophones : les jeunes de l'Ontario en avance

Si l'on compare le plus haut degré de scolarité atteint à travers les groupes d'âge, chez les francophones et les anglophones de l'Ontario, à ceux du Québec, on note d'abord que, en Ontario, la proportion de jeunes francophones de 25 à 34 ans détenant un diplôme universitaire est plus élevée que chez leurs concitoyens anglophones (figure 8). Ce phénomène n'est pas observable chez les plus âgés où ce sont plutôt les anglophones qui dominent.

Ce constat diffère donc de celui posé précédemment au Québec, indiquant que, quel que soit le groupe d'âge considéré, les Québécois anglophones comptent proportionnellement davantage de diplômés universitaires que les francophones et ce, d'environ 10 points de pourcentage.

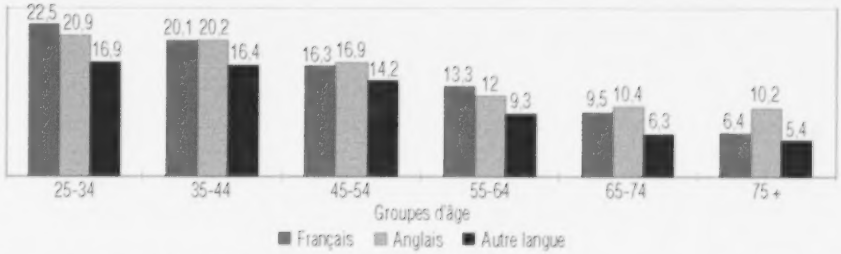
La tendance apparaît similaire du côté des sans-diplôme (figure 9), les jeunes francophones de l'Ontario enregistrant des taux plus faibles que leurs concitoyens anglophones, soit une situation différente de celles des plus âgés.

En bref, les jeunes adultes francophones de l'Ontario semblent avoir comblé le retard de scolarisation que leurs aînés accusent par rapport à leurs concitoyens anglophones, ce qui n'est pas encore le cas au Québec.

D'une façon plus générale, chez les moins de 65 ans, les francophones de l'Ontario enregistrent de plus forts taux de diplomation universitaire que ceux du Québec (figure 10). L'écart en faveur des francophones ontariens atteint 6,5 points de pourcentage chez les 25-34 ans.

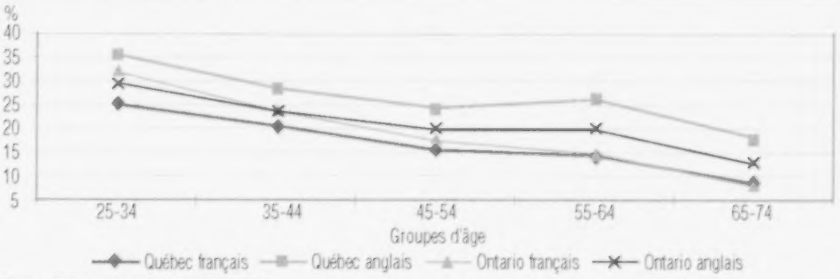
Corollairement, la figure 11 montre que les Ontariens francophones de 25 à 34 ans comptent moins de personnes sans-diplôme (5,2 points de pourcentage) que chez les Québécois francophones. Ces différents constats demeurent les mêmes, peu importe que l'on considère les données sexes réunis ou que l'on distingue les hommes et les femmes.

Figure 7 – **Proportion (%) de personnes détenant un diplôme d'études collégiales ou l'équivalent, au titre de plus haut degré de scolarité atteint, selon la langue maternelle et le groupe d'âge, Québec, 2006**



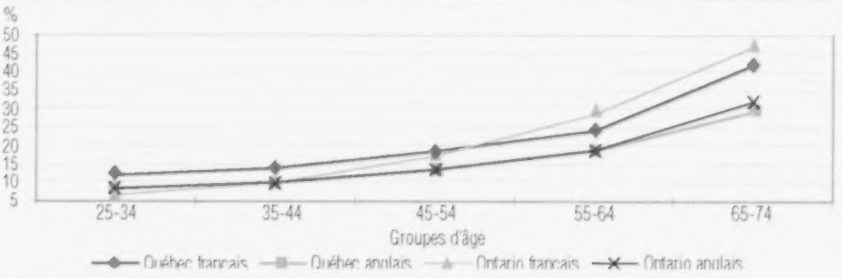
Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 8 – **Proportion (%) de personnes fortement scolarisées, selon la langue maternelle et le groupe d'âge, Québec et Ontario, 2006**



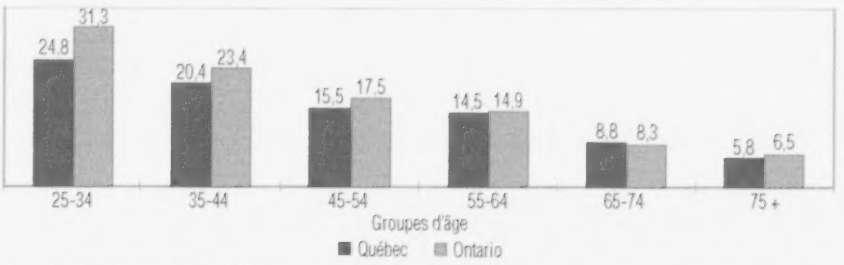
Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 9 – **Proportion (%) de personnes faiblement scolarisées, selon le groupe d'âge et la langue maternelle, en 2006, au Québec et en Ontario**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

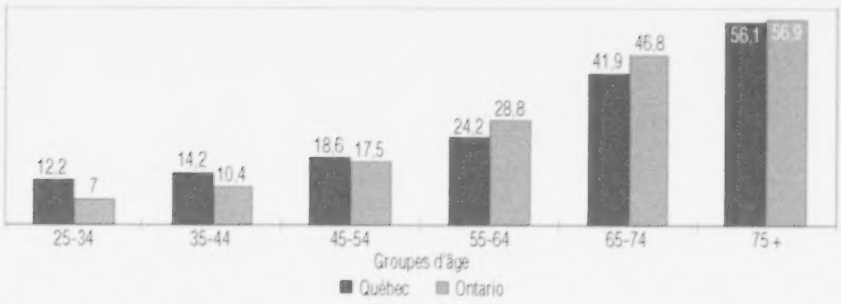
Figure 10 – **Proportion (%) de personnes de langue maternelle française fortement scolarisées, au Québec et en Ontario, selon le groupe d'âge, 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

11. À noter que les premiers cégeps ont ouvert leurs portes en 1967. Par conséquent, les 65 ans ou plus (en 2006) ont connu d'autres types d'établissements postsecondaires non-universitaires que les cégeps, notamment des écoles techniques ou commerciales.

Figure 11 – **Proportion (%) de personnes de langue maternelle française faiblement scolarisées, au Québec et en Ontario, selon le groupe d'âge, 2006**



Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1 – **Taux (%) de faible et de forte scolarité chez les anglophones du Québec et de l'Ontario, selon le groupe d'âge, en 2006**

Âge	Forte scolarité		Faible scolarité	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario
25-34	34,9	29,2	8,7	8,5
35-44	28,2	23,4	10,2	10,2
45-54	24,3	19,8	13,9	13,6
55-64	25,9	19,8	19	19
65-74	18,2	12,8	29,4	32
75 +	12,3	9,6	37,2	39,5

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Forte scolarité chez les anglophones : ceux du Québec en avance

Par ailleurs, si on compare la situation des anglophones du Québec à celle de leurs homologues de l'Ontario (tableau 1), on observe que, contrairement à la situation qui prévaut chez les francophones, ce sont ceux du Québec qui, dans tous les groupes d'âge, affichent un taux plus élevé, d'environ cinq points de pourcentage, de diplômés universitaires que les anglophones de l'Ontario. Du côté des personnes anglophones ne détenant aucun diplôme, les taux apparaissent similaires dans les deux provinces. Ces différents constats se vérifient tant chez les hommes que les femmes (données non montrées).

En résumé

Ce coup d'œil sur le plus haut degré de scolarité atteint au sein de la population québécoise montre une situation nettement meilleure chez les adultes plus jeunes, comparativement aux plus âgés. Cette amélioration est observable tant chez les francophones que chez les anglophones et les allophones. Elle est en outre plus manifeste chez les femmes que chez les hommes.

Chez les 25 à 34 ans, les francophones du Québec comptent proportionnellement plus de personnes ne détenant aucun diplôme et moins de diplômés universitaires que leurs concitoyens anglophones ou allophones du même groupe d'âge. Du côté des sans-diplôme, l'écart francophones-anglophones est nettement moins prononcé chez les jeunes que dans les groupes d'âge plus avancés – 19 points de pourcentage chez les 75 ans et plus contre 3,5 % chez les 25-34 ans – ce qui reflète un rattrapage des premiers par rapport aux seconds. Par contre, du côté de la forte scolarité, l'écart entre Québécois francophones et anglophones – d'environ 10 points de pourcentage – n'est pas moindre chez les jeunes que chez les plus âgés. Cela reflète le fait que, malgré leur progression en matière de diplomation universitaire, les francophones ne se sont pas davantage améliorés que leurs concitoyens anglophones, si bien que l'écart relatif entre les deux est demeuré le même dans les groupes d'âge plus jeunes.

Cette situation s'explique, en partie du moins, par ce qui se passe en amont des études universitaires. D'une part, comme on l'a vu précédemment, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires demeure encore aujourd'hui plus faible chez les jeunes francophones que chez les jeunes anglophones et, d'autre part, davantage de francophones que d'anglophones (22 % contre 11 %) complètent leur plus haut niveau de scolarité par un diplôme ou une attestation d'études professionnelles. Par ailleurs, d'autres études[12] ont montré que le taux de diplomation à l'ordre collégial des étudiants francophones était plus faible que celui des anglophones. Finalement, toujours au collégial, les anglophones sont proportionnellement plus nombreux que les francophones à poursuivre une formation préuniversitaire (les menant donc à l'université)[13].

Les comparaisons avec l'Ontario montrent que les 25-34 ans francophones de cette province comptent proportionnellement davantage de diplômés universitaires et moins de personnes sans aucun diplôme que leurs concitoyens anglophones et que les francophones du Québec. Cette situation paraît récente, puisque dans les groupes d'âge plus avancés (45 ans et plus), ce sont les anglophones qui sont proportionnellement plus nombreux à détenir un diplôme universitaire.

De leur côté, les anglophones du Québec comptent une proportion de diplômés universitaires supérieure à celle des anglophones de l'Ontario, ceci dans tous les groupes d'âge.

Tout comme en Ontario, le degré de scolarisation des jeunes adultes au Québec apparaît sensiblement plus élevé que celui de leurs aînés. Cependant, les jeunes francophones demeurent, encore aujourd'hui, proportionnellement plus nombreux que leurs homologues anglophones ou les allophones à être faiblement scolarisés et moins nombreux à détenir un diplôme universitaire.

12. Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation (1998). *Élèves diplômés au secondaire et au collégial : analyse sociodémographique*, Bulletin statistique de l'éducation n° 5, juin 1998.

13. À titre d'exemple, entre 2002 et 2006, le taux d'étudiants au préuniversitaire était en moyenne de 68 % dans les établissements anglophones, contre 43 % dans les établissements francophones. Voir : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Statistique de l'éducation – édition 2008, pp. 90-91. Il importe de préciser que, même si la formation technique mène, en principe, directement au marché du travail, un peu plus de 20 % des diplômés de cette formation entreprennent tout de même des études universitaires après l'obtention de leur diplôme.

Comment évolue la présence des femmes et des hommes dans les professions?

par Suzanne Asselin

Dans un marché du travail qui a vu de nombreuses transformations, voit-on un rapprochement depuis 15 ans entre les hommes et les femmes dans la répartition des professions exercées? La question a été traitée dans ce bulletin en juin 2003 sur la période 1991-2001, et on percevait une tendance vers une répartition plus uniforme. On constatait que les structures professionnelles respectives des hommes et des femmes ont bougé lentement, mais les changements étaient surtout perceptibles chez les femmes, dans des professions où elles étaient peu représentées. Cet article prolonge la période observée et analyse les changements survenus dans la représentativité des hommes et des femmes (voir l'encart) globalement et selon chacune des 506 professions, en 1991 et 2006. Le caractère traditionnel ou non de la profession, le niveau de compétence (qualifications requises) et le domaine (catégories professionnelles) sont pris en compte. La période de 15 ans pour étudier la question demeure courte, mais elle permet néanmoins de situer où sont les avancées chez les hommes et les femmes au Québec. La situation canadienne durant les années 1971 à 1986 analysée par Hughes montre que les changements ont été plus rapides, générés par un afflux de la population active féminine, comparativement aux années 1986 à 1991. Ce constat s'applique aussi aux années plus récentes.

En 2006, une présence féminine qui demeure concentrée dans quelques professions

La concentration dans un nombre limité de professions est plus importante chez les femmes que chez les hommes. En 2006, sept femmes sur dix (78,7 %) sont rassemblées dans le tiers (173) des 506 professions tandis que sept hommes sur dix (73,3 %) sont répartis dans les deux tiers (334). Dans la main-d'œuvre totale, les femmes représentent une part de 47,1 % et les hommes, 52,9 % (tableau 1).

De 1991 à 2006, une tendance à la diversification

En 15 ans, une redistribution des sexes entre les professions a réduit la forte concentration observée chez les femmes. Le nombre de professions où les femmes sont peu représentées, c'est-à-dire dans une profession fortement non traditionnelle (FNT), est en baisse de 245 à 215, ce qui a pour effet de relever le nombre de professions intermédiaires non traditionnelles (INT) et traditionnelles (T). Particulièrement, les femmes ont surtout haussé leur présence dans des professions devenues traditionnelles où leur représentativité est égale ou supérieure à la part qu'elles obtiennent dans l'ensemble de la population active, soit 47,1 % en 2006. Le nombre de professions traditionnelles a grimpé de 152 à 173. Ces changements concernent des professions à petits effectifs.

Chez les hommes, le changement est plus apparent, car il touche des professions dont l'effectif est suffisamment important pour faire bouger la structure de la répartition des effectifs. Il y a un déplacement de l'effectif des professions traditionnelles vers des professions intermédiaires non traditionnelles. On le voit aussi par le nombre de professions traditionnelles qui se replie, passant de 353 à 334. Les hommes ont donc accru leur participation dans des professions non traditionnelles dont la représentativité sexuelle se situe sous la moyenne masculine de 52,9 % en 2006.

Tableau 1 – **Répartition de la population active selon le caractère traditionnel[1] ou non de la profession et le sexe, Québec, 1991 et 2006**

Professions (CTP91 Historique)	1991				2006			
	Représentativité	Nombre de professions	Population active		Représentativité	Nombre de professions	Population active	
		n	n	%		n	n	%
Femmes								
Profession fortement non traditionnelle (FNT)	< 22,1 %	245	90 470	6,0	< 23,6 %	215	121 365	6,6
Profession intermédiaire non traditionnelle (INT)	22,1 - 44,0 %	109	224 675	14,8	23,6 - 47,0 %	118	272 845	14,8
Profession traditionnelle (T)	≥ 44,1 %	152	1 202 170	79,2	≥ 47,1 %	173	1 454 960	78,7
Total		506	1 517 370	100,0		506	1 849 395	100,0
Part du sexe dans l'ensemble des professions				44,1				47,1
Hommes								
Profession fortement non traditionnelle (FNT)	< 28,0 %	61	118 400	6,2	< 26,5 %	71	132 090	6,4
Profession intermédiaire non traditionnelle (INT)	28,0 - 55,8 %	92	317 665	16,5	26,5 - 52,8 %	101	422 865	20,3
Profession traditionnelle (T)	≥ 55,9 %	353	1 487 380	77,3	≥ 52,9 %	334	1 525 100	73,3
Total		506	1 923 440	100,0		506	2 080 280	100,0
Part du sexe dans l'ensemble des professions				55,9				52,9

1. Une profession est considérée traditionnelle si sa part est égale ou supérieure à la représentativité du sexe dans l'ensemble des professions. La profession est fortement non traditionnelle si sa part représente moins de la moitié de la représentativité du sexe dans l'ensemble.

Source : Statistique Canada, Recensements canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Sources des données et Classifications de la structure professionnelle

À partir d'un exercice déjà paru dans ce bulletin qui comparait la structure professionnelle de 1991 à celle de 2001, on a repris les mêmes outils de classification avec les dernières données disponibles de 2006. Les recensements canadiens constituent la seule source de données suffisamment fiables pour fournir la ventilation des professions détaillées appelées groupes de base. Les professions au sein d'un groupe de base sont liées par la similitude du travail exécuté. La collecte de la profession dans le questionnaire s'adresse à la population active expérimentée selon l'emploi occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier de l'année précédant le Recensement. Les données sur la profession sont recueillies auprès d'un ménage sur cinq.

Les détails relatifs aux classifications des professions utilisées dans cet article sont disponibles sur notre site Web. La distinction des professions dites traditionnelles ou non selon le sexe repose sur la méthode du coefficient de représentation (Hughes, 1990 et 1995). Cette méthode tient compte de l'évolution de la composition du sexe au sein de la population active d'un Recensement à l'autre. De 1991 à 2006, la présence de femmes dans la population active globale est passée de 44,1 % à 47,1 % et celle des hommes, de 55,9 % à 52,9 %. Ces quatre proportions équivalent à un coefficient de 1,00. Ce coefficient est calculé pour les 506 professions. Par exemple, une profession est considérée traditionnelle chez les femmes si la part de l'effectif féminin est égale ou supérieure à la représentativité des femmes dans l'ensemble des professions, soit un coefficient ≥ 1,00. À l'opposé, si les femmes dans une profession sont sous-représentées, c'est-à-dire que leur part est inférieure à la représentativité des femmes dans l'ensemble des professions, cette profession est dite non traditionnelle. Parmi ces dernières, on retrouve les professions fortement non traditionnelles (moins de la moitié de la représentativité du sexe dans l'ensemble, un coefficient < 0,50) et les professions intermédiaires non traditionnelles (une représentativité du sexe à l'intérieur de la fourchette 0,50-0,99). Une sous-catégorie supplémentaire est ajoutée : les professions fortement traditionnelles ou à forte dominance (représentativité de 90 % et plus d'un sexe). La différence du coefficient entre 1991 et 2006 exprime le changement (gain ou perte) dans la composition du sexe par profession. Pour une interprétation, lire la note au bas du deuxième tableau présenté dans le présent article.

D'une sous-représentation du sexe (non traditionnelle) en 1991 à l'opposé (traditionnelle) en 2006

Parmi les déplacements des femmes, 30[1] professions non traditionnelles passent en 2006 à la catégorie traditionnelle. C'est donc dire que ces professions n'affichent plus une sous-représentation du sexe féminin. Ce changement représente 5,1 % de l'effectif féminin en 2006 soit des professions à petits effectifs (moins de 11 000 personnes). Ces femmes peuvent avoir vu bonifier leur présence dans une profession dont l'effectif total est en décroissance par rapport à 1991.

Des 30 professions devenues traditionnelles, on sélectionne pour l'analyse celles dont l'effectif respecte le seuil minimal de 1 000 personnes en 2006. Les plus fortes augmentations chez les femmes dont les gains sont les plus importants pour atteindre la catégorie traditionnelle (≥ 47,1 %) sont par exemple : superviseuses des services postaux, directrices d'école et spécialistes des ressources humaines (tableau 2).

Chez les hommes, 10 professions se déplacent en 2006 vers les professions traditionnelles. En considérant le seuil de 1 000, trois professions accèdent à la catégorie traditionnelle (≥ 52,9 %) : les agents de gestion immobilière, les autres manœuvres et les agents-vendeurs immobiliers.

Tableau 2 – **Professions[1] sous-représentées par un sexe en 1991, devenues traditionnelles en 2006 et ayant connu les hausses les plus fortes dans la représentation d'un sexe, Québec, 1991 et 2006**

Professions (CTP91 Historique)	Caractère traditionnel		Population active		Répartition par sexe		Différence de coefficient[2]
	1991	2006	1991	2006	1991	2006	
			n		%		
Femmes							
Superviseurs des services postaux et de messageries	INT	T	1 090	1 525[3]	29,3	60,2	0,61
Autres instructeurs	INT	T	400	1 540	32,1	56,6	0,47
Directeurs d'école et administrateurs de programmes d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire[4]	INT	T	1 980	3 095[3]	31,9	56,2	0,47
Spécialistes des ressources humaines	INT	T	3 150	9 990	42,9	66,3	0,44
Techniciens en graphisme	INT	T	225	2 540	27,8	47,4	0,38
Hommes							
Agents de gestion immobilière	INT	T	1 005	3 405	49,1	57,4	0,21
Autres manoeuvres des services de transformation, de fabrication et d'utilité publique	INT	T	9 495	10 150[3]	47,6	53,3	0,16
Agents et vendeurs en immobilier	INT	T	6 095	7 535	55,7	57,9	0,10

1. Sélection excluant les professions comptant moins de 1 000 personnes en 2006.

2. La lecture de la différence de coefficient doit se lire comme dans l'exemple suivant. Pour la profession 8314 Agents de gestion immobilière, le coefficient en 1991 est de 0,88 et celui en 2006 est de 1,08 soit une différence de 0,21 (sans arrondi). Un coefficient de 1,00 correspond à une présence masculine de 55,9 % en 1991 et de 52,9 % en 2006.

3. Profession dont l'effectif total diminue par rapport à 1991.

4. Utiliser avec prudence, des erreurs de codage sont présentes dans le niveau de gestion.

Source : Statistique Canada, Recensements canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Le bilan net de tous les déplacements chez les femmes entre 1991 et 2006 est le suivant : 30 professions non traditionnelles en 1991 ont gagné en représentativité devenant traditionnelles en 2006, tandis que 9 professions traditionnelles en 1991 ne le sont plus en 2006.

Des gains en représentativité plus forts chez les femmes

Si on élargit l'étude des transformations entre 1991 et 2006 à toutes les catégories confondues (sans distinction des critères des trois catégories), soit une élévation de la présence d'un sexe dans une profession, on note un grand nombre de mouvements à la hausse. Des 506 professions, il y a des augmentations dans 331 professions chez les femmes et dans 252 chez les hommes. La différence de coefficient entre 1991 et 2006 renseigne sur l'ampleur des gains obtenus. Il est clair que ces avancées sont plus considérables chez les femmes. Outre les professions mentionnées dans la section précédente, notons entre autres chez les femmes les plus fortes progressions dans les professions de dentistes, de directrices de services de génie et d'inspectrices. Pour les hommes, les professions en informatique, les ouvriers en sylviculture et exploitation forestière et les intervieweurs-commis aux statistiques figurent parmi les plus fortes progressions quant à la représentativité de leur sexe[2].

La majoration de la représentativité d'un sexe a très peu modifié le groupe des professions les plus fréquentes

Un coup d'œil aux professions ayant les gains les plus forts montre que ces augmentations de la présence d'un sexe entre 1991 et 2006 touchent peu les 5 ou même les 25 principales[3] professions en 2006. Dans le palmarès des cinq principales professions en 2006[2], quatre sont toujours présentes par rapport à 1991, chez les femmes comme chez les hommes. Les deux changements à signaler sont l'ascension, au premier rang, des professions en informatique chez les hommes et la montée, au quatrième rang, des éducateurs et aides-éducateurs de la petite enfance chez les femmes. La seule profession commune de ce palmarès entre les sexes est celle des vendeurs et commis-vendeurs.

Par rapport à 1991, la proportion que représente le groupe des cinq principales professions a diminué en 2006 chez les femmes (de 25,6 % à 20,5 %) en raison d'une plus grande diversité d'accès dans d'autres professions, alors qu'il a augmenté chez les hommes (de 11,9 % à 14,2 %) à la suite d'une forte poussée des professions en informatique.

La forte dominance d'un sexe dans une profession est en régression

Cette forte dominance est exprimée par la présence d'un sexe composant 90 % ou plus de la profession. Il y a une évidence, tant avec le nombre de professions concernées qu'avec la part de l'effectif impliqué, la forte dominance s'exprime plus chez les hommes que chez les femmes. En 2006, 123 professions chez les hommes et 15 chez les femmes appartiennent au groupe des professions à forte dominance. Cependant, en 1991, le bilan était plus imposant : respectivement 168 et 17. La réduction de la forte dominance touche en bonne partie des professions à petits effectifs. Le tableau 3 présente une sélection de professions chez les hommes[4] qui ne font plus partie du groupe à forte dominance en 2006 et où l'on voit les femmes faire leur entrée. Ces professions sont les directeurs des services de génie, les agents de police, les peintres et décorateurs et les ingénieurs civils.

Encore en 2006, les bastions masculins les plus fréquents sont essentiellement des professions rattachées au domaine des métiers, transport et machinerie (camionneurs, mécaniciens et charpentiers-menuisiers). Pour les professions où l'on retrouve presque exclusivement des femmes, les secrétaires, éducatrices de la petite enfance et infirmières sont les plus courantes.

Un rehaussement du niveau de compétence exigé chez les deux sexes

La distribution globale des 506 professions fournit une image des niveaux de compétence requis pour exercer les professions. En 2006, les emplois peu qualifiés (niveaux C et D), c'est-à-dire exigeant un diplôme secondaire ou moins, sont occupés par 46,2 % de la population active féminine et 42,0 % de la population active masculine. Par rapport à 1991, la distribution de 2006 correspond à des exigences de qualification plus élevées. Les emplois hautement qualifiés

Tableau 3 – **Professions[1] chez les hommes qui n'ont plus une représentativité sexuelle à forte dominance (≥ 90 %) en 2006, Québec, 1991 et 2006**

Professions (CTP91 Historique)	Population active				Répartition par sexe				Différence de coefficient		Rang 2006 Effectif	
	Homme		Femme		Homme		Femme					
	1991	2006	1991	2006	1991	2006	1991	2006	H	F	H	F
	n				%							
Directeurs des services de génie, des sciences et de l'architecture[2]	4 000	3 615	270	1 165	93,8	75,6	6,3	24,4	−0,25	0,37	139	210
Agents de police (sauf cadres supérieurs)	14 550	13 295	1 240	3 680	92,1	78,3	7,9	21,7	−0,17	0,28	35	98
Peintres et décorateurs	7 145	8 295	470	1 260	93,8	86,8	6,2	13,2	−0,04	0,14	58	207
Ingénieurs civils	6 955	7 625	595	1 215	92,1	86,3	7,9	13,7	−0,02	0,11	64	208

1. Sélection des professions dont l'effectif total est en croissance et dont l'effectif par sexe est supérieur à 1 000 en 2006.

2. Utiliser avec prudence, des erreurs de codage sont présentes dans le niveau de gestion.

Source : Statistique Canada, Recensements canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

2. Voir : www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famls_menages_niv_vie/tendances_travail/index.htm#profession.

3. La comparaison entre 1991 et 2006 est rendue possible par l'utilisation d'une classification historique regroupant les nouvelles professions apparues depuis 1991. Par conséquent, la liste des principales professions basée sur la période 1991-2006 ne correspond pas tout à fait à celle basée sur chacun des recensements séparément (voir note sur le Web).

4. Sélection des professions dont l'effectif total est en croissance et dont l'effectif par sexe est supérieur à 1 000. L'exercice ne peut cependant être fait chez les femmes pour les critères de sélection mentionnés.

(A), généralement de niveau universitaire, sont en hausse chez les femmes (passant de 15,6 % à 19,4 %) et chez les hommes (11,7 % à 14,3 %). Ils se classent au troisième rang en ordre d'importance (tableau 4).

Les professions hautement qualifiées qui ont obtenu les gains en représentativité les plus importants sont par exemple chez les femmes : dentistes, conseillers pédagogiques, chimistes, médecins et économistes-recherchistes-analystes. Pour les hommes, les professions sont celles en informatique, musiciens et chanteurs, acteurs, producteurs-réalisateurs-chorégraphes, et réviseurs.

Résumé

La représentativité des hommes et des femmes dans les 506 professions étudiées présente un portrait différent : une dispersion de la population masculine et une concentration de la population féminine dans le nombre de professions. Un premier regard sur la distribution de l'effectif entre les structures professionnelles de 1991 et 2006 montre que l'évolution se fait lentement dans les professions très fréquentes, mais il masque de multiples transformations dans des professions à petits effectifs.

En 15 ans, les changements se sont manifestés par une réduction de la concentration qui tend vers une structure d'emploi plus diversifiée pour chacun des sexes. En 2006, 173 professions parmi les 506 sont dites traditionnelles chez les femmes, c'est-à-dire que la représentativité de femmes est égale ou supérieure à leur proportion dans l'ensemble des professions. En contrepartie, ce nombre est de 334 chez les hommes. Les femmes ont surtout relevé leur représentativité dans des professions qui sont devenues traditionnelles en 2006 (une participation ≥ 47,1 %) et les hommes ont augmenté leur représentativité dans des professions où leur présence est inférieure à 52,9 %. La forte dominance d'un sexe (une part ≥ 90 %), plus fréquente chez les hommes, a diminué, mais elle reste présente dans 123 professions chez les hommes et 15 professions chez les femmes. Comparativement à la situation en 1991, plus de femmes et d'hommes travaillent dans des professions hautement qualifiées en 2006.

Références

Asselin, Suzanne (juin 2003). « Professions : convergence entre les sexes? », *Données sociodémographiques en bref*, Québec, vol. 7 n° 3, p. 6-8.

Hughes, K. D. (été 1990) « Échanges au sein des professions non traditionnelles, 1971-1986 », *L'emploi et le revenu en perspective*, Ottawa, Statistique Canada (75-001), p. 62-72.

Hughes, K. D. (automne 1995) « Les femmes et les professions non traditionnelles », *L'emploi et le revenu en perspective*, Ottawa, Statistique Canada (75-001), p. 16-22.

Statistique Canada (février 2003). « Recensement 2001 : série analyses – Le profil changeant de la population active du Canada », Ottawa, 48 p.

Tableau 4 – **Population active selon le niveau de qualification requis et le sexe, Québec, 1991 et 2006**

	Effectif		Répartition de l'effectif	
	1991	2006	1991	2006
	n		%	
Professions des femmes				
Hautement qualifiées (A)	235 950	361 030	15,6	19,4
Qualifiées (B)	416 300	514 875	27,4	27,7
Peu qualifiées (C, D)	770 575	858 410	50,8	46,2
Gestion	94 490	123 885	6,2	6,7
Toutes les professions	1 517 370	1 849 395	100,0	100,0
Professions des hommes				
Hautement qualifiées (A)	224 185	296 595	11,7	14,3
Qualifiées (B)	607 700	678 820	31,6	32,7
Peu qualifiées (C, D)	852 710	872 430	44,3	42,0
Gestion	238 855	229 145	12,4	11,0
Toutes les professions	1 923 440	2 080 280	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, Recensements canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le site web à l'adresse: www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famls_mengs_niv_vie/tendances_travail/index.htm#profession.

Le temps libre au Québec et au Canada de 1986 à 2005

par Denis Laroche

Le temps libre est la partie de la journée dont chacun peut disposer à sa guise une fois qu'il a satisfait aux exigences contractuelles de nature professionnelle ainsi qu'aux obligations familiales ou domestiques. C'est le temps disponible pour se livrer à la pratique des sports ou des loisirs. Les données des enquêtes budgets-temps que conduit Statistique Canada à intervalles réguliers depuis 1986 serviront à dresser un bref portrait des activités de temps libre des Québécois et des Canadiens au cours des deux dernières décennies.

Méthodologie des enquêtes sur l'emploi du temps

L'*Enquête sociale générale* (ESG) de Statistique Canada a porté sur le thème de l'emploi du temps en 1986, en 1992, en 1998 et en 2005. Dans ces quatre enquêtes, des données sur l'emploi du temps ont été recueillies au moyen de la méthodologie des budgets-temps (*time diaries*), dont la validité et la fiabilité ont été établies par de nombreuses études empiriques (Bianchi, Robinson et Milkie, 2006 : 21, 181-184).

Dans une enquête de type « budget-temps », le répondant est invité à énumérer de façon séquentielle toutes les activités réalisées au cours d'une période couvrant exactement 24 heures. Une telle approche laisse fort peu de latitude au répondant pour improviser de toutes pièces une journée fictive qui s'écarterait de la réalité de façon significative et réduit les risques de biais de rappel ou de désirabilité sociale. Statistique Canada a réparti les entrevues sur les budgets-temps tout au long de l'année considérée[1], de manière à assurer une couverture représentative de chacun des jours de la semaine.

L'unité d'enregistrement d'un budget-temps est l'épisode, lequel représente la réalisation d'une activité donnée, pendant un intervalle de temps donné au cours de la journée, en un lieu donné et en présence de personnes données. Une classification détaillée des activités, établie selon des standards internationaux, sert à codifier les activités rapportées pour chacun des épisodes par les répondants. Lors de l'ESG de 2005, cette classification distinguait 185 activités. Pour chaque activité, Statistique Canada crée dans le fichier des données de l'enquête une variable représentant le temps total consacré à cette activité pendant la journée de référence au cours des divers épisodes auxquels elle a donné lieu.

Ces activités sont elles-mêmes agrégées au sein de 10 catégories plus larges d'activités qui permettent une présentation plus condensée des budgets-temps (Béchard et Marchand, 2006 : 811-902, annexe J) : travail rémunéré, tâches ménagères, soins aux membres du ménage, achats et courses, soins personnels, activités éducatives et de formation, activités accomplies au sein d'organisations, activités de divertissement et de loisir, activités sportives et activités liées aux médias et aux communications.

Une classification simplifiée des activités adoptée par l'OCDE (As, 1982 : 103-107) suggère d'agréger l'emploi du temps en quatre grandes catégories d'activités ainsi définies :

- *temps professionnel* ou temps consacré aux obligations contractées : travail rémunéré et activités connexes, ainsi que scolarité régulière et apprentissage professionnel;
- *temps domestique* ou temps dévolu à des activités liées à des responsabilités : préparation des repas, entretien intérieur ou extérieur, soins des enfants ou des membres du ménage, courses et emplettes, gestion du patrimoine des individus et des ménages;
- *temps personnel* ou temps réservé aux besoins essentiels élémentaires : sommeil, sieste, repas et soins personnels;
- *temps libre* ou temps résiduel sur la journée de 24 heures, déduction faite des autres catégories de temps.

Le temps libre inclut quatre des dix catégories de la classification agrégée employée par Statistique Canada : le bénévolat, les activités religieuses et les activités liées à une organisation; les divertissements, incluant les repas au restaurant et les sorties; les sports et passe-temps; les médias et communications.

La *moyenne quotidienne de temps* représente la durée totale consacrée à une catégorie d'activités donnée au cours d'une journée représentative des sept jours de la semaine. Le *taux de participation* indique quelle est la proportion des répondants qui ont déclaré avoir consacré du temps à la catégorie d'activités considérée durant la journée couverte par le budget-temps. Il permet de déterminer à quel point la pratique de l'activité est généralisée dans la population. La *durée moyenne par participant* mesure le temps moyen alloué à la pratique d'une activité chez ceux qui ont effectivement exercé l'activité considérée au cours de la journée de référence. Elle est égale à la moyenne quotidienne de temps (M), divisée par le taux de participation (P), multipliée par 100, soit (M/P)*100.

Évolution du temps libre entre 1986 et 2005 au Québec et au Canada

Le temps libre a connu une augmentation notable au début des années 1990. Cette hausse découle peut-être des années de conjoncture économique difficile qui ont marqué cette période au Québec. Le tableau 1 montre que le temps libre des hommes est passé de 5,6 heures par jour en 1986 à un plateau de 6,2 heures en 1992 et en 1998, avant de redescendre à 5,9 heures par jour en 2005. On observe une évolution similaire chez les femmes au Québec, le sommet étant atteint en 1998 avec 5,8 heures de temps libre par jour. Ce tableau montre également que les femmes disposent de moins de temps libre que les hommes, l'écart se situant en général à 0,3 ou 0,4 heure par jour (15-25 minutes) selon les années, sauf en 1992 où l'écart a atteint 0,7 heure. Enfin, on peut noter que le temps libre a suivi au Canada des tendances similaires à celles observées au Québec, tant en ce qui concerne les hommes que les femmes.

1. L'*Enquête sociale générale* de 1986 fait exception à cette approche. Les entrevues ont été réalisées en octobre et en novembre 1986. L'emploi du temps connaît de légères variations saisonnières (Laroche, 2001 : 496-497), de sorte que l'estimation obtenue pour l'année 1986 aurait pu être légèrement différente si l'échantillon avait été réparti sur l'ensemble de l'année, mais pas au point d'invalider les constats sur l'évolution du temps libre.

Tableau 1 – **Moyenne quotidienne de temps[1] consacré à certains groupes d'activités du temps libre, part du temps libre dans une journée moyenne et répartition du temps libre entre catégories, selon le sexe, Québec et Canada, 1986, 1992, 1998 et 2005**

Sexe et groupe d'activités	Québec				Canada			
	1986	1992	1998	2005	1986	1992	1998	2005
Moyenne quotidienne de temps libre	heures/jour							
Hommes	5,6	6,2	6,2	5,9	5,7	6,1	6,0	5,8
Bénévolat et organisations	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3
Divertissements	1,1	1,4	1,7	1,5	1,3	1,4	1,5	1,4
Sports et passe-temps	0,8	1,2	1,2	1,4	0,8	1,1	1,1	1,3
Médias	3,5	3,1	3,0	2,7	3,4	3,2	3,1	2,8
Femmes	5,3	5,5	5,8	5,5	5,3	5,6	5,7	5,4
Bénévolat et organisations	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4
Divertissements	1,2	1,4	1,7	1,6	1,3	1,4	1,6	1,5
Sports et passe-temps	0,8	1,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,9	0,9
Médias	3,0	2,8	2,7	2,6	3,0	2,8	2,9	2,6
Part du temps libre dans une journée moyenne	en %							
Hommes	23,5	25,7	25,7	24,6	23,6	25,5	25,1	24,0
Bénévolat et organisations	1,0	2,0	1,4	1,2	0,9	1,7	1,4	1,3
Divertissements	4,7	5,8	6,9	6,4	5,3	5,8	6,2	5,8
Sports et passe-temps	3,2	4,8	4,9	5,7	3,2	4,4	4,6	5,3
Médias	14,6	13,0	12,4	11,2	14,1	13,5	12,9	11,6
Femmes	22,1	23,1	24,2	23,0	22,0	23,5	23,8	22,5
Bénévolat et organisations	1,2	2,0	1,7	1,5	1,2	1,9	1,7	1,6
Divertissements	5,1	5,6	7,2	6,8	5,4	6,0	6,6	6,1
Sports et passe-temps	3,2	4,0	3,9	3,8	3,1	3,8	3,6	3,9
Médias	12,7	11,5	11,4	10,9	12,3	11,8	12,0	11,0
Répartition du temps libre entre catégories	en %							
Hommes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Bénévolat et organisations	4,0	7,9	5,5	4,7	3,8	6,8	5,5	5,5
Divertissements	20,1	22,7	27,0	26,1	22,5	22,7	24,5	24,0
Sports et passe-temps	13,7	18,7	19,2	23,4	13,6	17,4	18,4	22,2
Médias	62,2	50,6	48,3	45,8	60,0	53,1	51,5	48,3
Femmes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Bénévolat et organisations	5,5	8,7	6,9	6,4	5,6	8,2	7,0	7,1
Divertissements	22,9	24,4	29,9	29,4	24,3	25,5	27,7	26,9
Sports et passe-temps	14,3	17,2	16,3	16,6	14,1	16,1	15,0	17,3
Médias	57,3	49,7	47,0	47,6	56,0	50,1	50,4	48,7

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale 1986, 1992, 1998 et 2005, fichiers de microdonnées.

Les quatre catégories d'activités qui constituent le temps libre n'ont pas suivi une évolution uniforme. Le temps dédié au bénévolat se caractérise par sa stabilité au cours des années, à la fois chez les hommes et les femmes, tant au Québec qu'au Canada. Par contre, le temps accordé aux divertissements affiche une hausse assez nette au Québec entre 1986 et 1998, suivi d'un léger repli en 2005, tant chez les hommes que chez les femmes. Le temps consacré aux sports et passe-temps est à la hausse chez les hommes entre 1986 et 2005, aussi bien au Québec qu'au Canada, alors qu'il reste stable chez les femmes. Enfin, le temps alloué aux médias est à la baisse, de façon plus marquée chez les hommes que chez les femmes, tant au Québec qu'au Canada.

La part du temps libre dans une journée moyenne

Le temps libre occupe près du quart d'une journée moyenne, tant chez les hommes que chez les femmes. Cette part a atteint un sommet de 25,7 % chez les hommes au Québec en 1992 et en 1998. Les femmes ont enregistré la proportion la plus faible en ce qui a trait à la part du temps libre dans une journée, avec 22,1 % au Québec en 1986. La situation est similaire au Canada.

À lui seul, le temps consacré aux médias occupe une portion substantielle de la journée. Cependant, la part de la journée accaparée par les médias n'a pas cessé de reculer. En 1986, au Québec, les hommes y consacrent 14,6 % d'une journée, alors que cette part régresse à 11,2 % en 2005. Chez les femmes, les proportions correspondantes sont de 12,7 % et de 10,9 %. Ce recul se traduit par une réduction marquée de l'écart entre les hommes et les femmes en ce qui a trait à la part d'une journée moyenne qui est prise par les médias.

Importance respective des diverses catégories de temps libre

En 1986, les médias occupent 62,2 % du temps libre des hommes au Québec. Depuis, cette part a régressé d'une enquête à l'autre et se situe à 45,8 % en 2005. Chez les femmes, la diminution est moins accentuée et les proportions correspondantes sont respectivement de 57,3 % et de 47,6 %. Les tendances sont comparables au Canada. En revanche, les sports et les divertissements occupent une part croissante du temps libre. Chez les hommes, la part du temps libre consacré aux sports et passe-temps est passée de 13,7 % en 1986 à 23,4 % en 2005 au Québec; celle occupée par les divertissements est passée de 20,1 % en 1986 à 27,0 % en 1998, avant de reculer à 26,1 % en 2005. On note une évolution semblable au Canada.

Chez les femmes, les sports et passe-temps occupent 14,3 % du temps libre en 1986, contre 16,6 % en 2005. Par ailleurs, la part du temps libre prise par les divertissements est passée de 22,9 % en 1986 à 29,4 % en 2005. Enfin, la part prise par le bénévolat dans le temps libre au Québec, après avoir atteint un sommet de 7,9 % chez les hommes et de 8,7 % chez les femmes en 1992, est retombée ensuite à un niveau qui dépasse par à peine plus d'un point de pourcentage la part occupée en 1986.

Taux de participation aux activités du temps libre

Les divers changements décrits ci-dessus peuvent résulter d'une modification du taux de participation aux diverses catégories de temps ou d'une modification du temps moyen consacré à ces activités par ceux qui les pratiquent, comme le montre le tableau 2.

Tableau 2 – **Taux de participation aux activités du temps libre et durée moyenne par participant du temps[1] consacré à certains groupes d'activités du temps libre, selon le sexe, Québec et Canada, 1986[2], 1992, 1998 et 2005**

Sexe et groupe d'activités	Québec				Canada			
	1986	1992	1998	2005	1986	1992	1998	2005
Taux de participation au temps libre	en %							
Hommes	**94,5**	**97,0**	**98,6**	**97,0**	**95,0**	**97,0**	**97,1**	**95,4**
Bénévolat et organisations	8,6	18,5	14,6	8,7	7,6	16,3	14,4	11,2
Divertissements	30,7	36,6	48,2	42,6	35,2	39,6	42,8	42,2
Sports et passe-temps	29,3	39,0	44,2	48,3	28,9	36,8	41,7	47,7
Médias	87,9	90,2	91,1	84,6	87,6	90,0	89,7	83,5
Femmes	**95,8**	**96,9**	**97,9**	**95,8**	**96,0**	**96,7**	**97,4**	**95,4**
Bénévolat et organisations	11,9	20,3	18,0	12,4	11,6	19,5	17,8	14,6
Divertissements	36,5	41,8	54,6	49,1	38,7	45,2	49,8	47,1
Sports et passe-temps	32,3	40,3	42,5	41,9	29,7	37,5	38,9	43,7
Médias	86,2	91,0	89,7	82,7	86,2	87,4	88,7	82,9
Durée moyenne par participant au temps libre	heures/jour							
Hommes	**6,0**	**6,4**	**6,3**	**6,1**	**6,0**	**6,3**	**6,2**	**6,0**
Bénévolat et organisations	2,6	2,6	2,3	3,2	2,8	2,6	2,3	2,8
Divertissements	3,7	3,8	3,5	3,6	3,6	3,5	3,5	3,3
Sports et passe-temps	2,6	3,0	2,7	2,9	2,7	2,9	2,7	2,7
Médias	4,0	3,5	3,3	3,2	3,9	3,6	3,5	3,3
Femmes	**5,5**	**5,7**	**5,9**	**5,8**	**5,5**	**5,8**	**5,9**	**5,7**
Bénévolat et organisations	2,4	2,4	2,2	2,8	2,5	2,4	2,2	2,6
Divertissements	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,2	3,2	3,1
Sports et passe-temps	2,4	2,4	2,2	2,2	2,5	2,4	2,2	2,1
Médias	3,5	3,0	3,0	3,2	3,4	3,2	3,2	3,2

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale 1986, 1992, 1998 et 2005, fichiers de microdonnées.

La hausse du temps consacré aux sports et aux divertissements, ainsi que l'augmentation de la part prise par ces deux catégories d'activités dans le temps libre, découlent surtout de la hausse du taux de participation à ces activités. Chez les hommes, le taux de participation aux sports et passe-temps au Québec est passé de 29,3 % en 1986 à 48,3 % en 2005; dans le cas des divertissements, ces taux sont respectivement de 30,7 % et de 42,6 %. Chez les femmes, le taux de participation aux divertissements est passé de 36,5 % en 1986 à 54,6 % en 1990, avant de revenir à 49,1 % en 2005. Dans le cas des sports et passe-temps, les taux féminins sont respectivement de 32,3 %, de 42,5 % et de 41,9 %. Chez les hommes, comme chez les femmes, le taux de participation au bénévolat a fait un bond important au Québec en 1992, avant de redescendre graduellement en 1998 et en 2005 près des valeurs observées en 1986. Enfin, le taux de participation aux médias est légèrement en hausse en 1992 et en 1998, avant de descendre en 2005 au-dessous des taux observés en 1986.

Durée moyenne par participant aux activités du temps libre

La relative stabilité des taux de participation aux médias implique que la réduction de la moyenne de temps des ces activités résulte surtout d'une baisse de la durée moyenne par participant. Chez les hommes, la durée moyenne par participant passe de 4,0 heures à 3,2 heures par jour au Québec entre 1986 et 2005. En outre, la durée moyenne par participant est la même en 2005 chez les hommes et les femmes en ce qui a trait aux médias, alors que l'écart était de 0,5 heure par jour en 1986. Enfin, la durée moyenne par participant est restée constante en ce qui a trait aux divertissements, tant chez les hommes que chez les femmes, ce qui implique que la hausse des moyennes de temps résulte pour l'essentiel d'une augmentation des taux de participation. Il en va largement de même en ce qui a trait à la pratique des sports et passe-temps, où la durée moyenne par participant a changé de façon moins marquée que les taux de participation.

Références

Ås, Dagfinn (1982). « Mesures de l'utilisation du temps », dans *Programme d'élaboration des indicateurs sociaux de l'OCDE : Études spéciales*, Étude spéciale 7, Paris, p. 97-127.

Béchard, Marcel, et Isabelle Marchand (2006). *Enquête sociale générale, cycle 19. Emploi du temps* (2005). *Guide de l'utilisateur du fichier de microdonnées à grande diffusion*, Ottawa, Statistique Canada, 925 p.

Bianchi, Suzanne M., John P. Robinson et Melissa A. Milkie (2006). *Changing Rythms of American Family Life*, New York, Russell Sage Foundation, 249 p.

Laroche, Denis (2001). « Le temps des activités quotidiennes », dans *Portrait social du Québec. Données et analyse, édition 2001*, Québec, Institut de la statistique du Québec, chap. 22, p. 490-512.

Ce bulletin est réalisé par la Direction des statistiques sociodémographiques.

Pour plus de renseignements :

Yvan D'Amours, coordonnateur des statistiques sur les conditions de vie
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2406 (poste 3111)
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : enbref@stat.gouv.qc.ca

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2010
ISSN 1491-6789 (version imprimée)
ISSN 1715-6378 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 1996

Institut de la statistique Québec